



Au moins 95 personnes tuées dans le massacre du village de Sobane Kou au Mali

Par [Will Morrow](#)

Mondialisation.ca, 14 juin 2019

[wsws.org](#) 12 juin 2019

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#)

Un horrible massacre a eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi, tôt le matin, dans la ville de Sobane Kou, au centre du Mali. Au moins 95 habitants de la ville ont été massacrés, dont des femmes et des enfants, mais beaucoup d'autres sont toujours portés disparus. Il s'agit du plus récent d'une série de massacres sectaires de plus en plus nombreux. Ils sont produits par les politiques prédatrices de l'impérialisme dans toute la région, surtout de la part de la France et de l'Allemagne, et l'occupation néocoloniale du Mali et du Sahel.

Personne n'a revendiqué le massacre du dimanche soir, qui visait un village habité par la communauté ethnique Dogon. On soupçonne toutefois qu'il s'agissait d'une mesure de représailles pour un massacre tout aussi brutal le 23 mars. Là, des combattants Dogon lourdement armés liés aux forces gouvernementales ont attaqué le village majoritairement musulman Peul d'Ogossagou, près de la frontière avec le Burkina Faso. Ils ont tué environ 160 personnes, dont des hommes, des femmes et des enfants, et en ont blessé plus de 50.

Le dénombrement officiel de 95 civils à Sobane Kou ne repose que sur les corps déjà retrouvés, la plupart ayant été gravement brûlés. Il est probable que le bilan s'alourdisse. La population officielle du village est de 300 habitants, mais un journaliste d'Al Jazeera a déclaré que lorsqu'un appel nominal a eu lieu lundi, «il n'y avait que quelques dizaines de personnes qui se sont présentées».

Un survivant de l'attaque de Sobane Kou, qui s'est présenté comme «Armadou Togo», a déclaré à l'AFP qu'«une cinquantaine d'hommes lourdement armés sont arrivés en moto et en camionnette. Ils ont d'abord encerclé le village, puis attaqué – tous ceux qui tentaient de s'échapper ont été tués... Certaines personnes ont été égorgées ou éviscérées, des entrepôts de céréales et du bétail ont été incendiés. Personne n'a été épargné: femmes, enfants, personnes âgées».

Un porte-parole de Dan Na Ambassagou, la milice Dogon soupçonnée d'avoir attaqué Ogossagou, a déclaré: «Nous sommes consternés... Après que les autorités auront inspecté le site, nous procéderons aux enterrements».

Un conflit croissant entre les communautés ethniques Peul et Dogon est en cours. Il y a six mois, un massacre dans le village peul de Koulongon a tué 39 personnes.

Le gouvernement malien de Bamako, méprisé par la population étant donné son rôle de marionnette corrompue des puissances impérialistes occidentales qui occupent le pays, a réagi au massacre de Sobane Kou en s'engageant à empêcher toute nouvelle effusion de

sang. Le président Ibrahim Boubacar Keita a mis fin à une visite officielle en Suisse en déclarant à la radiotélévision publique locale que «le pays ne peut être construit avec un cycle de vengeance et de vendetta».

Mais la réalité est que l'effusion de sang est le résultat catastrophique des politiques agressives et militaristes des puissances impérialistes, surtout les États-Unis, l'Allemagne et la France, et leur gouvernement client à Bamako.

Les origines du conflit doivent être recherchées le plus immédiatement dans la guerre de l'OTAN en Libye en 2011, qui, avec le soutien des forces islamistes fondamentalistes de droite, a détruit le gouvernement du colonel Mouammar Kadhafi. Le résultat de cette guerre a été la destruction complète de la société libyenne. Le pays est maintenant dirigé par des milices rivales liées aux puissances impérialistes, qui maintiennent le pays dans un état de guerre civile depuis l'intervention de l'OTAN, soit depuis près d'une décennie.

Après la destruction du régime de Kadhafi, des milliers de combattants ont quitté la Libye et ont traversé le Sahara pour se rendre dans la région du Sahel, dont le Mali. Diverses milices rivales ont déclaré un État indépendant ou islamique dans le nord du Mali.

Paris a réagi en 2013 en lançant une nouvelle guerre pour occuper son ancienne colonie, l'un des pays les plus pauvres du monde, pour sauver le régime de Bamako et détruire les milices du nord du Mali. Depuis six ans, Paris s'enfoncé dans un bourbier au Mali. Le président Emmanuel Macron a poursuivi la guerre, baptisée Opération Barkhane, initiée par le président du Parti socialiste (PS) François Hollande. Cette intervention impliquait une force d'occupation de 4500 soldats de la France et de soldats de cinq anciennes colonies françaises au Sahel: Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger.

Alors qu'il remilitarise rapidement sa politique étrangère, Berlin a approuvé des opérations militaires en soutien aux Français seulement deux mois après l'invasion française initiale. Le mois dernier, le parlement allemand a voté à une écrasante majorité pour prolonger l'occupation militaire du pays avec 1100 soldats jusqu'en 2020, pour un coût annuel de 400 millions d'euros.

Ces opérations n'ont rien à voir avec la protection de la population locale contre les milices islamistes, armées et financées par les services de renseignement américains et européens en Libye. Elles visent à soutenir le gouvernement fantoche de Bamako, à supprimer la résistance de la population rurale appauvrie et des travailleurs au gouvernement et à maintenir leur contrôle sur cette région riche en ressources.

L'intervention impérialiste au Mali a conduit directement à l'accroissement des tensions ethniques entre la communauté majoritairement musulmane Peule et les Dogons. Il y a de nombreux soupçons quant à l'implication de l'État dans les conflits ethniques qui éclatent actuellement. Le gouvernement malien a utilisé les milices Dogon dans la guerre menée par les Français contre les milices islamistes, qui ont recruté de manière disproportionnée parmi les Fulanis.

Selon certaines informations, une douzaine de membres de la sécurité en uniforme ont participé au massacre du 23 mars à Ogossagou. Dans le même temps, le gouvernement a annoncé qu'il dissoudrait la milice après ce massacre, mais cela ne s'est jamais fait. Il n'y a pas non plus d'informations qui font état de poursuites pénales liées à ces meurtres.

Cependant une opposition profonde et croissante de la population malienne se développe aux puissances impérialistes et au régime de Bamako. Après le massacre du 23 mars, des protestations et des grèves de dizaines de milliers de travailleurs et de résidents appauvris des campagnes ont éclaté. Elles ciblaient le gouvernement central et les forces d'occupation, que la population considérait comme responsables de ces attaques. Après une manifestation de dizaines de milliers de personnes le 5 avril dans la capitale, le gouvernement du premier ministre Soumeylou Boubèye Boubèye Maïga a dû démissionner.

Radio France Internationale-Afrique a fait état d'une vague d'opposition sur les médias sociaux à la guerre franco-allemande et à la mission militaire de l'ONU dans ce pays. «Quelle honte pour la mission de l'ONU au Mali», écrivait un utilisateur sur Twitter, tandis qu'un autre écrivait: «La percée au Mali sera le départ de la force de l'ONU et de la force Barkhane».

Will Morrow

Article paru d'abord en anglais, WWSW, le 12 juin 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Will Morrow](http://WillMorrow.com), wsws.org, 2019

Articles Par : [Will Morrow](http://WillMorrow.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca